



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada



LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de juin 2021

Canada 

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2021)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

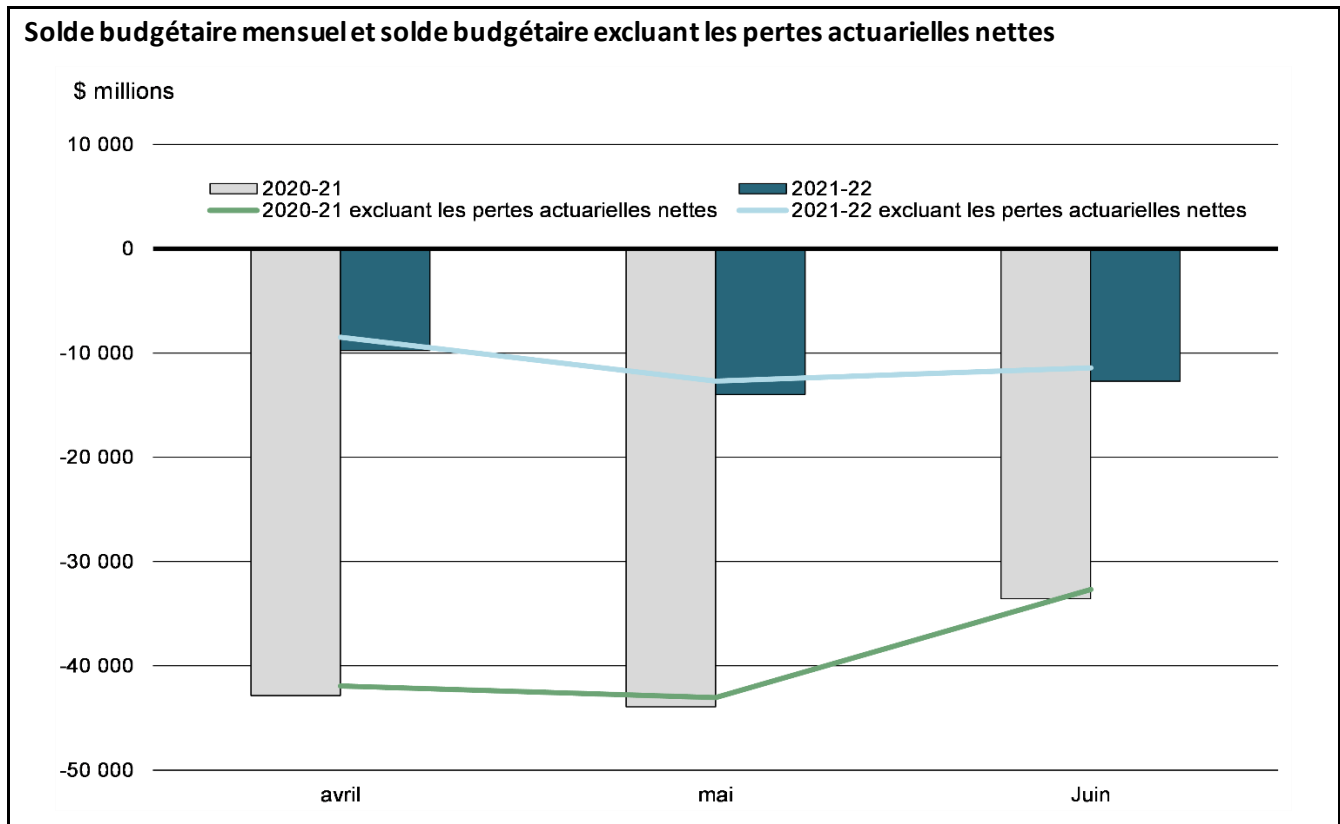
This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134

Faits saillants de juin 2021

Le mois de juin 2021 s'est soldé par un déficit budgétaire de 12,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 33,6 milliards en juin 2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 11,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 32,7 milliards pour la même période de 2020-2021. Le solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Comme prévu, les résultats financiers du gouvernement pour 2021-2022 affichent une nette amélioration comparativement à ceux du sommet de la crise de la COVID-19 atteints au début de l'exercice 2020-2021, ainsi que le niveau sans précédent des mesures d'intervention temporaires en réponse à la COVID-19 prises à l'époque. Cela étant dit, ils continuent de refléter les conditions économiques difficiles, notamment l'impact des restrictions toujours en vigueur et les autres soutiens temporaires du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 en 2021-2022.



Comparaison avec juin 2020

- Les revenus ont augmenté de 9,7 milliards de dollars (48,8 %), d'un exercice à l'autre, en raison principalement de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 12,2 milliards (23,7 %), sous l'effet des diminutions des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (50,1 %), sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), ce qui reflète les modifications aux évaluations actuarielles des pensions et autres avantages, qui ont augmenté en grande partie en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi que de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation des prestations d'invalidité et d'autres avantages futurs fournis aux anciens combattants.

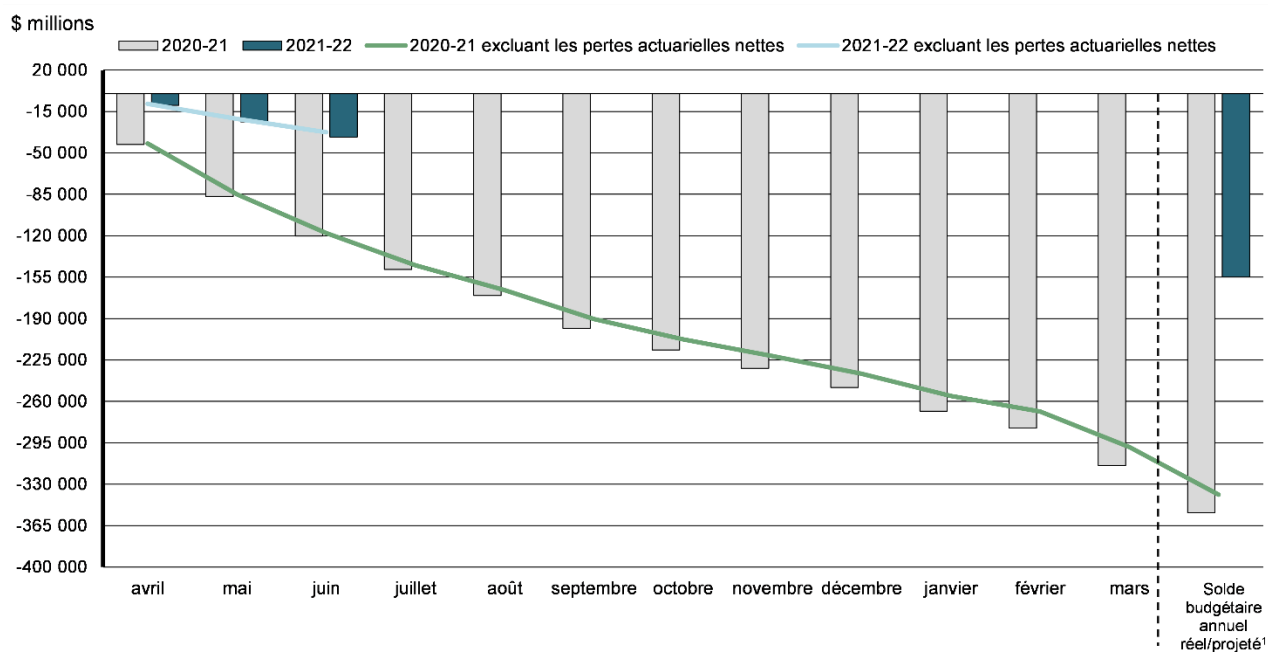
D'avril à juin 2021

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2021-2022, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 36,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 120,4 milliards pour la même période de 2020-2021. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 32,6 milliards, comparativement à un déficit de 117,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Comparaison avec l'exercice 2020-2021

- Les revenus ont augmenté de 36,8 milliards de dollars (70,4 %), principalement en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 49,2 milliards de dollars (29,8 %), en raison principalement de la baisse des paiements de transfert versés aux particuliers et aux entreprises en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations canadiennes de relance économique, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et l'incitatif au remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC).
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (19,8 %), principalement sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et la baisse des intérêts s'appliquant aux obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (43,0 %), ce qui s'explique par la hausse de la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada 2020*. L'augmentation des pertes actuarielles nettes est principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes actuarielles nettes



¹Source : Budget de 2021

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Juin		Avril à juin	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Opérations budgétaires				
Revenus	19 914	29 626	52 357	89 197
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ¹	-51 325	-39 143	-165 165	-116 007
Frais de la dette publique	-1 272	-1 909	-4 851	-5 812
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes ¹	-32 683	-11 426	-117 659	-32 622
Pertes actuarielles nettes ¹	-897	-1 283	-2 691	-3 849
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-33 580	-12 709	-120 350	-36 471
Opérations non budgétaires	-16 951	-4 910	-67 255	-14 493
Ressources ou besoins financiers	-50 531	-17 619	-187 605	-50 964
Variation nette dans les activités de financement	57 710	20 460	297 652	54 125
Variation nette de la trésorerie	7 179	2 841	110 047	3 161
Trésorerie à la fin de la période			154 726	62 550

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020. Des renseignements concernant ce redassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Revenus

Les revenus ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et par les mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, y compris les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) offerts en 2020-2021. Cependant, puisqu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

Les revenus en juin 2021 s'élevaient à 29,6 milliards de dollars, en hausse de 9,7 milliards (48,8 %) par rapport à juin 2020.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,2 milliards de dollars (33,4 %) par rapport à la même période en 2020-2021, période pendant laquelle les confinements et les mesures du gouvernement fédéral visant à lutter contre la COVID-19, comme le report des paiements d'impôt, ont eu une incidence sur les revenus.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 18 millions de dollars (0,9 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (76,1 %), sous l'effet d'un prix plus élevé de la pollution et d'une croissance de la consommation en 2021.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (330,0 %). Cette hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des bénéfices de la Banque du Canada, liée à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. En vertu des normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat des obligations par la Banque du Canada sont immédiatement passées en charges. Même si les primes versées ont plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres en 2020-2021, les primes ont diminué depuis et les gains d'intérêt ont augmenté. De plus, l'amélioration d'un exercice à l'autre des autres revenus tient compte des revenus plus importants tirés des intérêts et des pénalités liés à l'année précédente, lorsque le gouvernement avait annulé temporairement les intérêts et les pénalités sur les dettes fiscales courantes.

Les revenus de la période d'avril à juin pour l'exercice 2021-2022 s'élevaient à 89,2 milliards de dollars, en hausse de 36,8 milliards (70,4 %) par rapport à la même période de 2020-2021.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 26,2 milliards de dollars (53,8 %) par rapport à la même période en 2020-2021, période pendant laquelle la COVID-19 avait entraîné la fermeture de grands pans de l'économie et la mise en place des mesures de soutien du gouvernement qui en ont découlé, comme la bonification unique du crédit pour la TPS et le report des dates limites de production des déclarations et des paiements d'impôt. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 16 millions pour la période d'avril à juin, pour passer à 33 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (9,8 %), sous l'effet d'une meilleure performance du marché de l'emploi.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (36,1 %), sous l'effet de la consommation accrue et du prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2021.
- Les autres revenus ont connu une augmentation de 9,7 milliards de dollars (283,2 %), principalement sous l'effet de bénéfices plus élevés de la Banque du Canada, en plus de revenus plus élevés issus des intérêts et des pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Juin			Avril à juin		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	12 066	13 352	10,7	37 645	42 744	13,5
Sociétés	1 570	6 158	292,2	4 142	15 729	279,7
Non-résidents	399	512	28,3	2 048	1 553	-24,2
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	14 035	20 022	42,7	43 835	60 026	36,9
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 441	3 333	-3,1	1 450	10 798	644,7
Taxes sur l'énergie	276	513	85,9	1 118	1 194	6,8
Droits de douane à l'importation	282	390	38,3	776	1 416	82,5
Autres taxes et droits d'accise	561	544	-3,0	1 444	1 370	-5,1
Total des taxes et droits d'accise	4 560	4 780	4,8	4 788	14 778	208,6
Total des revenus fiscaux	18 595	24 802	33,4	48 623	74 804	53,8
Produits issus de la redevance sur les combustibles	272	479	76,1	929	1 264	36,1
Cotisations d'assurance-emploi	2 041	2 059	0,9	6 235	6 846	9,8
Autres revenus	-994	2 286	330,0	-3 430	6 283	283,2
Total des revenus	19 914	29 626	48,8	52 357	89 197	70,4

Nota - Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes ont été touchées considérablement par les mesures de dépenses prises en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), l'incitatif au remboursement des prêts en vertu du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et les prestations canadiennes de la relance économique. De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Pour le mois de juin 2021, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 39,1 milliards de dollars, soit une baisse de 12,2 milliards (23,7 %) par rapport à juin 2020.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de la relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont diminué de 4,6 milliards de dollars (23,5 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,6 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars (7,6 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail.
 - Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 4,3 milliards de dollars (59,2 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et l'instauration de la Prestation canadienne de la relance économique, de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.
 - Les prestations pour enfants ont diminué de 46 millions de dollars (2,2 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 4,2 milliards de dollars (39,4 %), ce qui est principalement attribuable à une variation dans le calendrier des versements du Fonds pour le développement des collectivités du Canada (auparavant Fonds de la taxe sur l'essence) et aux transferts versés en vertu du Fonds de soutien pour les travailleurs essentiels en juin 2020, qui ne se sont pas reproduits cette année.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 3,3 milliards de dollars (16,0 %), Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a diminué de 0,2 milliard de dollars (48,1 %), sous l'effet de l'incidence du report de la date limite du dépôt des déclarations de revenus pour l'année d'imposition 2019, en raison de la COVID-19, ce qui s'est traduit par une plus grande production de déclarations en juin 2020.
 - Les paiements versés aux employeurs admissibles au titre de la SSUC en vertu du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 ont diminué de 3,4 % (43,4 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 0,2 milliard de dollars (3,6 %).
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,9 %), ce qui est attribuable en grande partie à une augmentation des coûts de personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (50,1 %), principalement sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des variations de l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2021-2022, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 116,0 milliards de dollars, soit une baisse de 49,2 milliards (29,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 28,2 milliards de dollars (40,0 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,1 %), principalement sous l'effet d'une hausse du nombre de prestataires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 10,6 milliards de dollars (45,2 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail. Les prestations d'assurance-emploi pour la même période de l'exercice précédent comprenaient 17,4 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi.
 - Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 16,6 milliards de dollars (68,5 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et l'instauration de l'ensemble de prestations canadiennes de la relance économique.
 - Les prestations pour enfants ont diminué de 1,4 milliard de dollars (17,0 %), ce qui est principalement attribuable au paiement unique bonifié de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) versé en mai 2020. Cette baisse a été compensée en partie par l'instauration du supplément pour jeunes enfants de l'ACE applicable en 2021.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 1,6 milliard de dollars (6,5 %), du fait que les augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires dans l'exercice en cours ont été largement compensées par les transferts versés au titre du Fonds de soutien pour les travailleurs essentiels durant l'exercice précédent.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 19,3 milliards de dollars (27,7 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 1,0 milliard de dollars (40,0 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse du taux de l'Incitatif à agir pour le climat pendant l'année d'imposition 2020.
 - Les versements de la SSUC ont diminué de 13,8 milliards de dollars (60,5 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - D'autres paiements de transfert ont diminué de 7,2 milliards de dollars (32,1 %), principalement sous l'effet d'une baisse des coûts de l'incitatif au remboursement en vertu du programme du CUEC en raison d'une participation réduite comparativement à la même période en 2020 et de la fin des mesures temporaires en réponse à la COVID-19 instaurées l'année précédente.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (2,9 %), en partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (19,8 %), principalement sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et la baisse des intérêts s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et d'autres avantages futurs des employés.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (43,0 %), sous l'effet de la hausse des obligations du gouvernement au titre des prestations de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs. La hausse des pertes actuarielles nettes s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, et de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Tableau 3

Charges

	Juin			Avril à juin		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 924	5 005	1,6	14 505	14 951	3,1
Prestations d'assurance-emploi ¹	5 500	5 084	-7,6	23 510	12 873	-45,2
Prestation canadienne d'urgence et prestations de relance économique ¹	7 182	2 930	-59,2	24 262	7 636	-68,5
Prestations pour enfants	2 120	2 074	-2,2	8 284	6 872	-17,0
Total des principaux transferts aux particuliers	19 726	15 093	-23,5	70 561	42 332	-40,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 489	3 594	3,0	10 467	10 781	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 252	1 289	3,0	3 756	3 868	3,0
Péréquation	1 714	1 743	1,7	5 143	5 228	1,7
Formule de financement des territoires	284	298	4,9	1 622	1 699	4,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	2 170	0	-100,0	2 170	2 269	4,6
Soins à domicile et soins de santé mentale	0	0	n/a	625	750	20,0
Autres arrangements fiscaux ²	1 747	-471	-127,0	976	-1 433	-246,8
Total des principaux transferts aux autres administrations	10 656	6 453	-39,4	24 759	23 162	-6,5
Charges de programmes directes¹						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	474	246	-48,1	2 389	3 344	40,0
Subvention salariale d'urgence du Canada	7 815	4 423	-43,4	22 752	8 976	-60,5
Autres paiements de transfert	4 961	4 783	-3,6	22 292	15 131	-32,1
Charges de fonctionnement	7 693	8 145	5,9	22 412	23 062	2,9
Total des charges de programmes directes	20 943	17 597	-16,0	69 845	50 513	-27,7
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹						
	51 325	39 143	-23,7	165 165	116 007	-29,8
Frais de la dette publique						
	1 272	1 909	50,1	4 851	5 812	19,8
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹						
	52 597	41 052	-21,9	170 016	121 819	-28,3
Pertes actuarielles nettes ¹	897	1 283	43,0	2 691	3 849	43,0
Total des charges	53 494	42 335	-20,9	172 707	125 668	-27,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives ont été redassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce redassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les transferts versés en vertu du Fonds de soutien des travailleurs essentiels à la suite de la COVID-19; les subventions législatives; et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

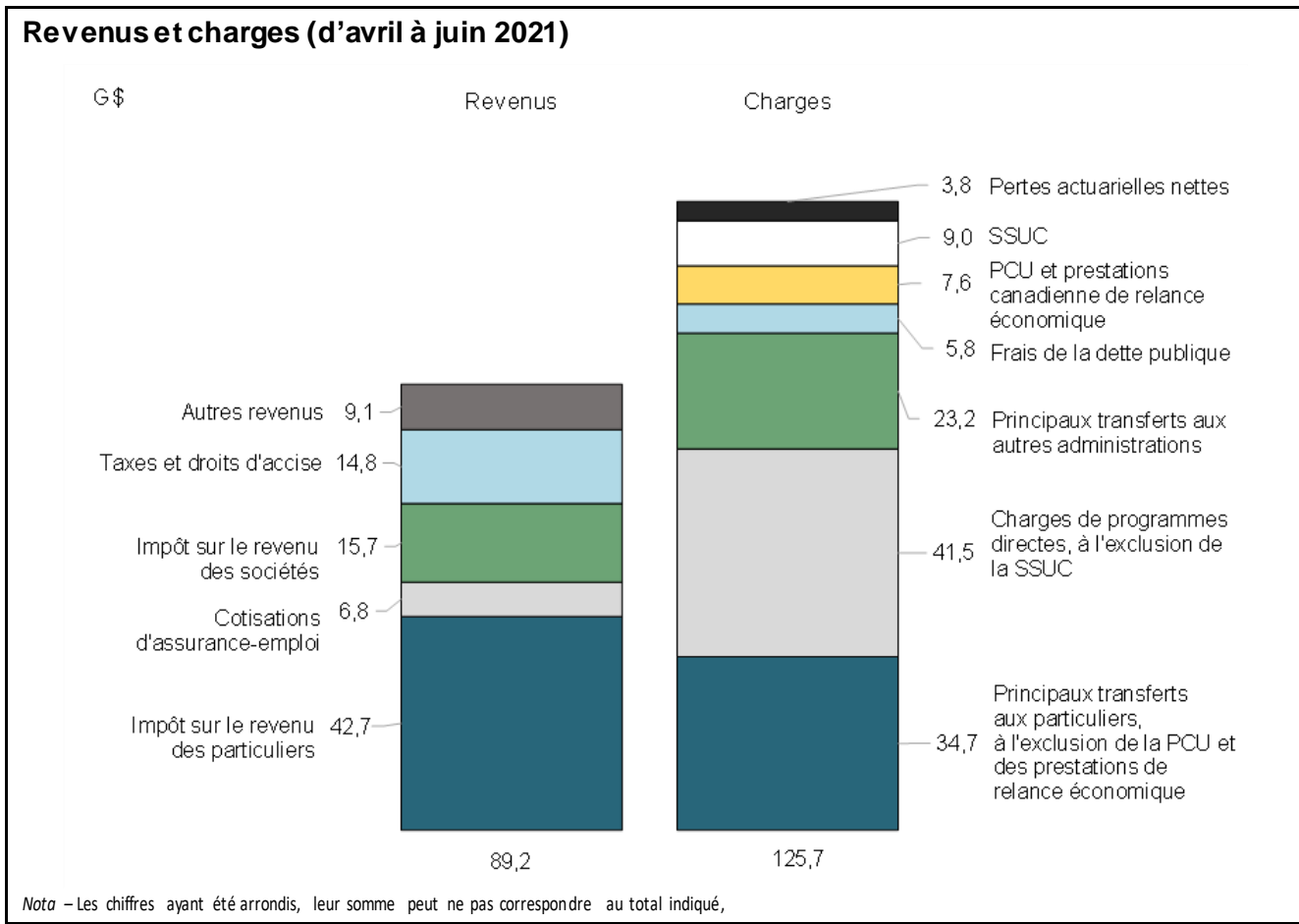
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Juin			Avril à juin		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	43 632	30 998	-29,0	142 753	92 945	-34,9
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes ¹	4 311	4 914	14,0	12 425	14 293	15,0
Transports et communications	159	185	16,4	370	385	4,1
Information	15	27	80,0	86	87	1,2
Services professionnels et spéciaux	718	1 084	51,0	1 651	2 229	35,0
Location	275	264	-4,0	845	956	13,1
Réparation et entretien	175	292	66,9	452	523	15,7
Services publics, fournitures et approvisionnements	587	553	-5,8	2 246	1 133	-49,6
Autres subventions et charges	966	356	-63,1	2 972	2 065	-30,5
Amortissement des immobilisations corporelles	479	462	-3,5	1 343	1 372	2,2
Perte nette sur cession de biens	8	8	0,0	22	19	-13,6
Total des autres charges	7 693	8 145	5,9	22 412	23 062	2,9
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes¹	51 325	39 143	-23,7	165 165	116 007	-29,8
Frais de la dette publique	1 272	1 909	50,1	4 851	5 812	19,8
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes¹	52 597	41 052	-21,9	170 016	121 819	-28,3
Pertes actuarielles nettes ¹	897	1 283	43,0	2 691	3 849	43,0
Total des charges	53 494	42 335	-20,9	172 707	125 668	-27,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les données comparatives ont été redassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce redassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.



Besoins financiers de 51,0 milliards de dollars pour la période d'avril à juin 2021

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, placements et avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 36,5 milliards de dollars et des besoins de 14,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2021 s'est soldée par des besoins financiers de 51,0 milliards, comparativement à des besoins financiers de 187,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse des besoins financiers pour les opérations non budgétaires est attribuable en grande partie à la fin des mesures temporaires en réponse à la COVID-19, notamment : le report des paiements d'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises et des remises de la TPS en 2020-2021, qui ont touché les crédateurs, charges à

payer et débiteurs; et la baisse des prêts versés dans le cadre du programme du CUEC en 2021-2022, consignés dans les besoins financiers au titre des prêts, placements et avances.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Juin		Avril à juin	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-33 580	-12 709	-120 350	-36 471
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-15 211	-2 524	-51 064	-8 709
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	2 333	460	3 869	3 947
Comptes d'opérations de change	1 609	-2 493	2 148	-5 411
Prêts, placements et avances	-5 680	-55	-22 725	-4 418
Actifs non financiers	-2	-298	517	98
Total des opérations non budgétaires	-16 951	-4 910	-67 255	-14 493
Ressources ou besoins financiers	-50 531	-17 619	-187 605	-50 964

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 54,1 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 51,0 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 3,2 milliards en augmentant la dette non échue de 54,1 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables,

À la fin du mois de juin 2021, les soldes de trésorerie s'élevaient à 62,6 milliards de dollars, soit 92,2 milliards de moins qu'à la fin du mois de juin 2020. La baisse de la trésorerie est principalement attribuable à des soldes élevés détenus dans l'exercice précédent afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Juin		Avril à juin	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
Ressources ou besoins financiers	-50 531	-17 619	-187 605	-50 964
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	18 636	11 283	65 462	51 202
Bons du Trésor	39 100	7 400	229 633	-1 000
Titres au détail	8	-2	-10	-7
Total des emprunts en dollars canadiens	57 744	18 681	295 085	50 195
Emprunts en devises	151	374	3 944	5 246
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	57 895	19 055	299 029	55 441
Réévaluation de swaps de devises	-1 327	1 259	-3 873	-975
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	1 159	12	2 579	-414
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-17	134	-83	73
Variation nette dans les activités de financement	57 710	20 460	297 652	54 125
Variation de la trésorerie	7 179	2 841	110 047	3 161
Trésorerie à la fin de l'exercice			154 726	62 550

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.

6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Le ministère des Finances a changé la présentation des résultats financiers dans *La revue financière* afin de :
 - a) présenter séparément la constatation des gains et des pertes actuariels liés aux régimes de retraite du secteur public et aux autres avantages futurs des employés et des anciens combattants; et b) tenir compte des versements de la PCU aux particuliers traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi à même les prestations d'assurance-emploi. Cette nouvelle présentation correspond à celle adoptée dans l'État consolidé condensé des résultats et du déficit accumulé du *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*.
 - a. Les gains et les pertes actuariels étaient comptabilisés auparavant dans les charges de programmes directes mais sont maintenant présentés dans un nouveau poste intitulé « pertes actuarielles nettes ». Un nouvel élément de total partiel intitulé « solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes » a aussi été ajouté. L'objectif de cette présentation révisée consiste à améliorer les rapports financiers et la prise de décision pour les utilisateurs en isolant l'incidence des réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et des anciens combattants, lesquels sont souvent importants et peuvent cacher des événements sous-jacents et des tendances dans les dépenses actuelles du gouvernement. Les données comparatives pour l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation. Des précisions au sujet de ce changement de présentation se trouvent dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020* affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.
 - b. Les versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi étaient déclarés auparavant dans *La revue financière* au poste de la Prestation canadienne d'urgence, mais ils se trouvent maintenant au poste des prestations d'assurance-emploi. Les données comparatives ont été reclassés afin de se conformer à cette nouvelle présentation.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Août 2021